

Portant autorisation temporaire de circulation et de stationnement
Branchement AEP – Chemin des Protestants

La Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1, L. 2213-2, L.2213-6, L.2131-1 et L.2214-3 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R 411-25, 411-8, 417-10 ;

Vu le Code pénal ;

Vu le décret n°86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière modifiant certaines dispositions du Code de la route ;

Vu l'arrêté et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription) approuvés par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 et modifié le 6 novembre 1992,

Vu la demande formulée par la SAUR, dont le siège social se situe rue 9 rue Georges Claude, 17640 Vaux-Sur-Mer, en date du 10 septembre 2026,

Considérant qu'il est nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement chemin des Protestants afin de permettre un branchement AEP en toute sécurité au droit de ladite voie,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer la sécurité des usagers se trouvant sur le domaine public,

ARRÊTE

Article 1 : Une autorisation temporaire est accordée à la SAUR pour mettre en place une circulation en alternance, au moyen de panneaux de type B15 / C18 chemin des Protestants, pendant 1 journée comprise entre le **mardi 14 septembre 2026 et le vendredi 25 septembre 2026, de 8h00 à 18h00.**

Article 2 : Une autorisation temporaire est accordée à la SAUR pour stationner son véhicule au droit du chantier, pendant 1 journée comprise entre le **mardi 14 septembre 2026 et le vendredi 25 septembre 2026, de 8h00 à 18h00.**

Article 3 : Les services de Police sont habilités à relever les contraventions concernant cette réglementation dont procès-verbal sera établi et poursuivi devant la juridiction compétente.

Article 4 : M. le Directeur Général des Services de la Ville de Saint-Jean-d'Angély, M. le Commandant de la Gendarmerie Nationale, la Cheffe de Service de la Police Municipale, la SAUR sont chargés chacun, en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 5 : Conformément au Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux adressé à Madame la Maire de la Commune de Saint-Jean-d'Angély et/ou d'un recours contentieux introduit devant le Tribunal administratif de Poitiers sis 15 rue de Blossac, 86000 Poitiers ; notamment par le biais du portail « Télérecours citoyens », accessible à l'adresse suivante : www.telecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à M. le Préfet de la Charente-Maritime et M. le Commandant de compagnie de Gendarmerie Nationale de Saint-Jean-d'Angély

Publication dématérialisée le :

1 8 SEP. 2026

Pour la Maire,
L'Adjointe déléguée,
Marylène JAUNEAU

